



COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Les professionnelles du CLSC de Mont-Laurier veulent être consultées
sur le sort réservé aux cliniques spécialisées**

Saint-Jérôme, le 29 novembre 2016 – Avant de fermer les cliniques spécialisées d'un centre local de services communautaires (CLSC) de la région, la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides doit consulter le personnel qui détient une expertise auprès des clientèles visées. C'est ce que réclame l'équipe régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dans une lettre adressée au président-directeur général du CISSS.

En effet, on apprenait il y a deux semaines que l'établissement envisageait d'interrompre – ou de transférer – les activités de quatre cliniques rattachées au CLSC de Mont-Laurier. Il s'agit de la clinique de diabète, de la clinique d'anticoagulothérapie, de la clinique de santé voyage et de la clinique 3^{1/2} ans. « Ces cliniques ont été implantées au fil des ans dans une perspective de prévention et de service de proximité, pour désengorger le centre hospitalier et les bureaux de médecins en assurant, par exemple, un suivi régulier des gens qui ont des problèmes de santé chroniques. De prime abord, on ne voit pas en quoi ces objectifs et les moyens retenus pour les atteindre sont moins pertinents aujourd'hui. Mais s'il faut un nouvel examen des besoins, il doit se faire en collaboration avec les professionnelles qui travaillent étroitement avec ces clientèles », affirme Marie-Ève Meilleur, responsable de la région des Laurentides au sein de l'APTS.

Dans le cas de la clinique de diabète, la diététiste-nutritionniste serait de bon conseil pour bonifier les façons de soutenir les patients et leur famille. « Devant la menace de fermeture de la clinique, les parents des enfants diabétiques sont très inquiets », souligne Marie-Ève Meilleur.

La porte-parole syndicale se demande également ce qu'il adviendra des gens souffrant de problèmes vasculaires, qui prennent du Coumadin et qui sont suivis selon un protocole strict à la clinique d'anticoagulothérapie. « Si on transfère le suivi en pharmacie, comme ça se fait ailleurs, les gens devront payer pour les services, précise la porte-parole syndicale, ce qui risque de décourager les patients défavorisés, qui vont finir par se retrouver dans les bureaux des médecins et à l'urgence. »

L'abandon de la prévention est aussi au cœur des préoccupations de l'APTS dans le cas de la clinique des tout-petits. « Nos éducatrices et nos hygiénistes dentaires vous le diraient : le dépistage précoce multidisciplinaire comme celui que l'on fait au CLSC de Mont-Laurier est le meilleur moyen d'éviter des problèmes à long terme, rappelle Marie-Ève Meilleur. C'est une approche qui devrait être étendue plutôt que délaissée. D'ailleurs, la clinique 3^{1/2} ans a déjà reçu des prix pour la qualité et la pertinence de ses interventions. »

À propos de l'APTS

L'APTS est une organisation syndicale qui regroupe 32 000 Indispensables, occupant des postes professionnels et techniques dans les domaines du diagnostic, de la nutrition, de la réadaptation, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Dans la région des Laurentides, l'APTS représente 1 897 personnes.